

**DIRECTION DE L'ÉDUCATION  
COMITÉ DES POLITIQUES D'ÉDUCATION**

**Groupe d'experts nationaux sur la formation des migrants**

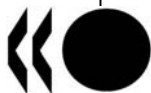
**COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA 3<sup>e</sup> RÉUNION DU GROUPE D'EXPERTS NATIONAUX SUR LA  
FORMATION DES MIGRANTS**

26-27 octobre 2009  
OCDE, Paris

Miho TAGUMA ; tél. : +33 1 45 24 92 65 ; mél : [miho.taguma@oecd.org](mailto:miho.taguma@oecd.org)  
Deborah NUSCHE ; tél. : +33 1 45 24 78 01 ; mél : [deborah.nusche@oecd.org](mailto:deborah.nusche@oecd.org)

**JT03276998  
TA 95324**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine  
Complete document available on OLIS in its original format



## COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA 3<sup>e</sup> RÉUNION DU GROUPE D'EXPERTS NATIONAUX SUR LA FORMATION DES MIGRANTS

### 1. **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR** EDU/EDPC/MI/A(2009)3/REV2

1. Le Groupe **ADOPTÉ** l'ordre du jour.

### 2. **ADOPTION DU COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA 2<sup>e</sup> RÉUNION** EDU/EDPC/MI/M(2008)2

2. Le Groupe **ADOPTÉ** le compte rendu succinct de la 2<sup>e</sup> réunion du Groupe des experts nationaux sur la formation des migrants.

### 3. **OUVERTURE DE LA RÉUNION**

3. Mme Barbara Ischinger (Directrice de la Direction de l'éducation de l'OCDE) souhaite la bienvenue aux participants. Elle prend acte des contributions des nombreux pays participants et remercie tout particulièrement les coordinateurs nationaux des six pays ayant pris part au volet « examen des politiques » (Autriche, Danemark, Norvège, Pays-Bas et Suède). Elle se félicite de la participation de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO aux réunions du Groupe d'experts nationaux. Mme Ischinger souligne également le rôle important des partenaires sociaux dans la mise en œuvre des politiques, et invite tous les représentants à prendre une part active à la réunion.

4. Mme Deborah Roseveare présente les participants et expose les objectifs de la réunion : 1) examiner l'avant-projet de Manuel sur la formation des migrants établi à l'intention des décideurs ; 2) partager l'expérience et s'informer mutuellement des faits nouveaux en matière d'action publique ainsi que des premières conclusions des travaux nationaux de recherche ; 3) tirer des enseignements des conclusions des six examens par pays ainsi que de l'avancement des travaux effectués par d'autres organisations internationales ; 4) arrêter une stratégie de diffusion du projet. Mme Roseveare insiste sur la nécessité d'une analyse et d'une coopération transectorielles entre la Direction de l'éducation et d'autres instances compétentes. Elle souligne en particulier le succès de la coopération avec la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales et le Département des affaires économiques de l'OCDE, mais aussi avec la Commission européenne.

### 4. **OÙ EN SOMMES-NOUS ? ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET**

5. **Point de la situation présenté par le Secrétariat.** Mme Miho Taguma informe les délégués des progrès réalisés depuis la dernière réunion. Elle donne des informations sur les quatre principaux résultats de l'examen : 1) les rapports nationaux de base établis par les six participants sont disponibles sur le site web du projet ([www.oecd.org/edu/migration](http://www.oecd.org/edu/migration)) ; 2) les notes individuelles de l'OCDE sur chacun des six pays seront parachevées d'ici la fin de l'année (la note concernant la Norvège a déjà été publiée ; elle est

disponible sur le site web du projet) ; 3) l'avant-projet du Manuel sur la formation des migrants destiné aux décideurs est disponible sur OLIS. Il sera finalisé d'ici la fin de l'année ; 4) deux réunions ad hoc des pays participant au volet « examen » ont été organisées, respectivement en avril et en octobre 2009.

**6. Point de la situation présenté par les pays participant au volet « examen ».** Les délégués des pays participant à ce volet des activités informent le Groupe des principales conclusions figurant dans les notes par pays les concernant. Mme Breda Naughton informe le Groupe des résultats des deux réunions ad hoc concernant les six pays examinés. Elle précise que les réunions ont donné à ces derniers la possibilité d'évaluer l'avancement des examens effectués par l'OCDE, de constituer un réseau et de confronter leurs idées. Les pays se félicitent de l'intérêt que présentent les examens effectués par l'Organisation, y compris l'avantage offert par la neutralité de l'OCDE, qui lui permet d'associer des acteurs clés à des discussions fondées sur des données factuelles, et la possibilité pour l'Organisation de formuler des recommandations stratégiques. Les pays conviennent que la diffusion des conclusions des examens est très importante pour obtenir des parties prenantes nationales qu'elles y souscrivent. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils préfèrent des séminaires nationaux à une conférence internationale. Les participants débattent également de l'importance accrue de l'évaluation et du suivi pour s'assurer que l'argent est dépensé à bon escient dans le contexte actuel de restrictions budgétaires. Tous les pays sont préoccupés par les difficultés de la mise en œuvre et de l'action à mener pour réaliser un réel changement dans les classes.

## 5. POINT SUR LES TRAVAUX CONNEXES À L'OCDE

7. Mme Tracey Burns (Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement – CERI) résume les conclusions du projet *Formation des enseignants à la diversité*. Ce projet a pour but de répondre à une double question : quelles sont les meilleures méthodes pour préparer les enseignants à tenir compte de la grande diversité de leurs élèves tout en améliorant les acquis de ces derniers? Quels programmes de formation des enseignants ont démontré leur très grande efficacité ? Il est prévu de publier les conclusions de ce projet en décembre 2009. Les étapes ultérieures comprendront le lancement de la phase économétrique du projet, des études de cas et des séminaires thématiques dans les pays participants ainsi que la mise au point des outils dont les enseignants ont besoin pour s'adapter à la diversité de leurs élèves.

8. M. Georges Lemaître (Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE) présente les conclusions du projet *Les migrants et l'emploi*. Les examens par pays de l'intégration des immigrés sur le marché du travail ont abouti à des résultats très disparates. Dans certains pays, les immigrés peu instruits réussissent plutôt bien alors que dans d'autres pays, ce sont les immigrés ayant fait des études supérieures qui se trouvent dans ce cas. Il y a aussi des pays où toutes les catégories d'immigrés obtiennent de bons résultats sur le plan de l'emploi tandis que dans d'autres pays, elles affichent toutes de piètres résultats dans ce domaine. Ce constat conduit à penser que l'éducation n'est pas le seul facteur déterminant l'intégration des immigrés sur le marché du travail. Parmi les autres facteurs influant sur cette intégration figurent la connaissance du marché du travail du pays hôte, l'existence de réseaux et la discrimination.

9. Mme Deborah Roseveare (Division des politiques d'éducation et de formation, Direction de l'éducation de l'OCDE) présente les plans du nouveau projet intitulé *Évaluer les progrès accomplis en vue de renforcer l'équité dans le domaine de l'éducation*. Le point de départ retenu pour ce projet est l'examen de l'OCDE sur la recherche de l'équité dans l'éducation (*En finir avec l'échec scolaire*) achevé en 2007. Ce projet est destiné à 1) aider les pays à évaluer les progrès dans la lutte contre l'échec scolaire et le renforcement de l'équité dans le domaine de l'éducation ; 2) renforcer le socle de connaissances de l'OCDE sur les politiques qui « marchent » et celles qui ne « marchent pas » ; 3) comprendre les difficultés de la mise en œuvre des réformes dans ce domaine, et 4) inventorier les méthodes de suivi des progrès dans

l'amélioration de l'équité. La méthode adoptée pour ce projet inclut une analyse comparative ainsi que des évaluations nationales de l'équité dans l'éducation. Pour en savoir plus sur ce nouveau projet, il est possible de contacter la personne qui en est responsable : [beatriz.pont@oecd.org](mailto:beatriz.pont@oecd.org).

## **6. POINT SUR LES TRAVAUX CONNEXES EFFECTUÉS AU SEIN D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

10. M. Gelu Călăcean (Commission européenne) fait le point sur les travaux menés sur ces questions par la Commission européenne, dont les consultations concernant le récent Livre vert. Il informe les délégations que ces consultations ont abouti à 101 contributions d'institutions gouvernementales, communautaires ou régionales, ainsi que d'ONG, d'universités, de groupes politiques, etc. Mais si les participants aux consultations s'accordent sur les principales orientations à donner à la politique pour qu'elle permette effectivement d'améliorer les résultats scolaires des immigrés, il existe plusieurs points de désaccord, à savoir l'intérêt du soutien linguistique dans la langue maternelle, les mesures d'orientation précoce et les politiques de déségrégation. Aucun consensus n'a pu être trouvé sur l'avenir de la Directive de 1977 visant à la scolarisation des enfants des travailleurs migrants.

11. Mme Johanna Panthier (Conseil de l'Europe) présente les travaux effectués récemment par le Conseil de l'Europe. Elle explique la différence entre la « langue en tant que matière » et la « langue d'enseignement », et met en évidence un certain nombre d'outils et de méthodes destinés à faciliter l'apprentissage de la langue par les élèves issus de l'immigration. Ces outils englobent l'adaptation des programmes scolaires, des lignes directrices sur l'apprentissage précoce des langues, des objectifs minimum et des normes. Le Conseil de l'Europe élabore actuellement un document d'orientation des politiques ainsi qu'une panoplie d'instruments pour les professionnels. Des lignes directrices pour l'élaboration des programmes scolaires dans le cadre d'une éducation plurilingue et interculturelle sont aussi en préparation. D'autres informations sont disponibles sur [www.coe.int/lang](http://www.coe.int/lang).

## **7 EXAMEN DU PROJET DE MANUEL À L'INTENTION DES DÉCIDEURS**

EDU/EDPC/MI(2009)15

12. **Exposé liminaire** : Mme Miho Taguma présente ce point de l'ordre du jour. Elle expose succinctement le contenu, la structure et les principales conclusions du projet de manuel sur la formation des migrants à l'intention des décideurs. Ensuite, elle invite les membres du Groupe à formuler des observations générales sur le manuel dans son ensemble.

13. Le Groupe décide que ni la structure générale en trois chapitres, ni le champ d'application du manuel ne seront révisés, mais suggère d'ajouter une note de synthèse pour que les responsables de haut niveau puissent avoir un aperçu du contenu du manuel, ainsi qu'une introduction afin de définir le cadre et de mettre en contexte les principales questions d'action publique. Le Groupe décide qu'en raison du caractère extrêmement sensible du thème d'un point de vue politique, les actions préconisées seront présentées comme des « orientations » et non des « recommandations ». Ces orientations devront traduire la complexité des interactions entre les différentes interventions des pouvoirs publics et du juste équilibre à trouver entre ces interventions. Plusieurs délégués suggèrent que le manuel fournisse plus d'informations sur l'origine des exemples illustrant les politiques. Certains délégués s'interrogent sur le titre du rapport et invitent le Secrétariat à réfléchir à d'autres titres possibles.

14. **Chapitre 1** : Mme Moonhee Kim et M. Gregory Wurzburg présentent ce point. Ils donnent des informations sur l'expérience des pays participants en matière d'immigration et présentent schématiquement les facteurs économiques influant sur la politique d'éducation des migrants. Ils fournissent ensuite des statistiques sur les résultats scolaires des élèves issus de l'immigration dans les

différents pays de l'OCDE et exposent dans les grandes lignes les implications en matière d'élaboration des politiques.

15. Mme Synne Borstad (Norvège) est invitée à commenter le chapitre 1. Elle remarque que, dans l'ensemble, les données d'observation ont été bien exploitées. Elle suggère de rajouter d'autres données factuelles sur la motivation des élèves pour compléter l'argumentation sur les résultats à l'école. Elle communiquera quelques études effectuées récemment en Norvège et qui révèlent une plus forte incidence des brimades dans les écoles présentant une forte concentration d'élèves issus de l'immigration. En outre, le manuel devrait aussi inclure une argumentation sur les différents types d'immigration (de travail, humanitaire, etc.) et les différentes difficultés que cela crée pour l'éducation. De surcroît, un panorama des contextes juridique et politique des pays serait le bienvenu.

16. Le Groupe décide qu'il y a lieu de réviser le chapitre 1 en y ajoutant un panorama comparatif succinct de l'organisation des systèmes éducatifs/classes pour les élèves issus de l'immigration. Il suggère en outre de clarifier les scénarios sur lesquels se basent les statistiques et de les développer davantage. La section consacrée aux implications en matière d'action publique du chapitre 1 devrait aussi être rattachée plus étroitement aux orientations d'action exposées dans les chapitres 2 et 3.

17. Plusieurs délégués suggèrent que le chapitre devrait mentionner de façon plus explicite les disparités entre catégories d'immigrés et les disparités entre pays. L'Irlande souligne à quel point il est important de renoncer à une méthode d'enseignement axée sur les insuffisances vis-à-vis des élèves issus de l'immigration. Il est également suggéré de bien mettre en évidence l'importance des facteurs contextuels, surtout l'influence d'autres secteurs de l'action publique comme les politiques du logement, du marché du travail et de l'immigration sur les résultats scolaires. Le TUAC propose de donner accès à sa récente étude sur l'impact de la crise économique et financière sur l'éducation.

**18. Chapitre 2 :** Mme Deborah Nusche présente le deuxième chapitre du Manuel à l'intention des décideurs qui est consacré aux politiques mises en œuvre à l'échelle des établissements scolaires. Les principales questions développées dans ce chapitre sont : 1) le soutien en langue ; 2) les conditions d'apprentissage et d'enseignement ; 3) la direction et les politiques des établissements, et 4) la participation des parents et de la collectivité. Pour chacun de ces thèmes, Mme Nusche présente les principales problématiques et expose un certain nombre d'orientations d'action prometteuses.

19. Mme Liesbeth van Welie (Pays-Bas) et Mme Nadine Prost (France) sont invitées à commenter cet exposé. Mme van Welie souligne la nécessité, pour les enseignants et la direction des établissements, d'utiliser mieux et de manière plus systématique les données dont ils disposent déjà. Elle met en garde en disant que changer les politiques et les pratiques en place depuis longtemps dans les écoles exige un changement de culture. Il faudrait s'attacher à suivre et évaluer les pratiques en permanence, et à communiquer les résultats des travaux de recherche. Il conviendrait d'inciter la direction des établissements et les enseignants à intégrer des pratiques efficaces et novatrices au niveau de leur école. Mme Nadine Prost ajoute des exemples français pour illustrer chacun des domaines d'action cités dans le chapitre 2.

20. Dans le débat général qui suit, le Groupe se félicite du contenu et de la structure du chapitre dans leur ensemble. Les déléguées d'Irlande et de Norvège suggèrent de renforcer le cadrage sur la langue comme ressource pour l'apprentissage. Le Danemark et l'Allemagne soulignent que le soutien précoce en langue est important, mais qu'il faut accorder la même attention à un soutien continu en langue à tous les niveaux d'enseignement.

21. Plusieurs délégués, notamment des Pays-Bas, de Norvège et de Suède, mettent en avant la nécessité de se concentrer non seulement sur l'apprentissage de la langue, mais aussi, de manière plus

générale, sur l'amélioration des conditions d'enseignement et d'apprentissage dans des classes qui réunissent des élèves d'horizons divers. Le représentant norvégien propose que le chapitre mette en lumière l'incidence bénéfique d'environnements pédagogiques efficaces sur les résultats des élèves, et mette plus l'accent sur le contexte social en classe.

22. D'autres délégués, notamment celui du Danemark, du TUAC et de Corée, font valoir l'importance d'un environnement et d'un climat positifs dans les écoles qui accueillent des élèves d'origines diverses. Pour créer un climat scolaire propice, il faut s'attaquer aux problèmes de sécurité et de comportement ainsi qu'à ceux touchant à la culture des élèves et aux brimades. Le représentant des Pays-Bas propose que les transitions qui ponctuent le parcours scolaire ainsi que les services d'orientation et de conseil soient également étudiés. Plusieurs délégués notent également qu'au-delà du soutien pédagogique, certains élèves issus de l'immigration ayant le statut de réfugiés pourraient avoir besoin d'un soutien psychologique.

23. **Chapitre 3 :** Mme Claire Shewbridge présente le chapitre 3 du Manuel à l'intention des décideurs, qui porte sur les politiques systémiques. Les grandes questions abordées dans ce chapitre sont les suivantes : 1) gérer les variations au niveau des services de soutien éducatif ; 2) élaborer une stratégie de financement efficace ; 3) surveiller et évaluer les capacités du système ; 4) gérer la concentration d'élèves issus de l'immigration dans certains établissements scolaires. Dans chacun de ces quatre domaines, elle met en avant les questions de fond et présente certains des moyens d'action possibles.

24. M. Christian Rasmussen (Danemark) est satisfait de la structure du chapitre et estime que les questions les plus importantes sont étudiées. Dans la section consacrée à la gestion des variations, il propose d'ajouter plus de suggestions sur le recours aux incitations. Au Danemark, même s'il n'est pas possible de concevoir une stratégie de financement nationale, il est possible de renforcer la direction et d'encourager un meilleur processus de décision au niveau local. S'agissant du choix des parents, la qualité de l'établissement ne constitue souvent pas la préoccupation principale des familles danoises, qui font surtout attention à la sécurité et au climat à l'école. Il présente certaines recherches nouvelles menées dans son pays qui mettent en évidence un effet de concentration ethnique lorsqu'on examine l'environnement scolaire et les effets de l'interaction entre professeurs et élèves. Dans les établissements où les garçons issus de l'immigration se sentent mis à l'écart, il existe souvent une « culture de l'échec », même s'il est difficile de déterminer quel facteur influe sur l'autre.

25. M. Volker Bausch (Allemagne) décrit plusieurs actions encourageantes, notamment le Plan national d'intégration, qui a donné lieu à des obligations autoproclamées par chaque *Land* (région). Quasiment tous les *Länder* indiquent qu'ils mettront en place à la fois un soutien en langue précoce et un soutien pour les nouveaux arrivants en Allemagne. Certains *Länder* ont mis au point des plans pédagogiques complets pour chaque enfant tout au long du parcours scolaire, ce qui améliore grandement la coopération entre les maternelles et les écoles. Des initiatives en Hesse portent notamment sur l'avancement d'un an de l'inscription scolaire afin de pouvoir évaluer le niveau en langue de chaque enfant et de lui apporter un soutien si nécessaire ; de plus, des réseaux d'écoles sont créés autour de différents besoins et des financements ciblés sont débloqués. Des collaborations fructueuses ont également été établies avec des fondations privées.

26. M. Wolfgang Schlump (Allemagne) rend compte de certaines initiatives au niveau fédéral, notamment l'importance de l'engagement politique en faveur de l'intégration et la sensibilisation croissante sur ces questions. Un premier rapport sur les indicateurs de l'intégration, publié en juin 2009 par le pouvoir fédéral, sera utile à la politique de l'éducation. À la suite d'un sommet sur l'enseignement organisé entre les autorités fédérales et régionales, un rapport de mise en œuvre sera publié l'année prochaine. En ce qui concerne la formation des migrants, l'accent sera mis sur les points suivants : augmenter le nombre de places pour les enfants de moins de 3 ans, améliorer la formation et la formation

complémentaire des éducateurs en maternelle, réduire les taux d'abandon, faciliter le passage entre l'école et l'enseignement professionnel, établir des objectifs en vue d'améliorer les résultats des élèves issus de l'immigration.

27. Le Groupe considère que la structure est claire et que les points les plus importants ont été traités, mais demande que l'étude des incitations soit étendue au-delà de l'établissement des objectifs. La Norvège fournit un exemple de l'évaluation du programme scolaire relatif au « Norvégien comme seconde langue », qui n'a pas été suffisamment développé dans le deuxième cycle du secondaire et qui a depuis été adapté pour mieux répondre aux besoins à ce niveau. La Commission européenne signale que des autorités locales, en réponse au Livre vert, ont souligné la nécessité de mettre en place des mécanismes de financement souples afin de répondre aux attentes de différents flux d'élèves issus de l'immigration. Le représentant des Pays-Bas fournit un exemple de financements additionnels à Amsterdam couplés à une mesure visant à inciter les élèves issus de l'immigration à participer aux cours de préparation à l'épreuve nationale de fin d'enseignement primaire.

## **8. ET MAINTENANT ? STRATÉGIE DE COMMUNICATION, SÉMINAIRES DE SUIVI ET MISE EN ŒUVRE DES RÉFORMES**

EDU/EDPC/MI(2009)16

28. M. Gregory Wurzburg, qui présente ce point, décrit les choix possibles pour la stratégie de communication en vue de la prochaine étape du projet. Il fait observer que les rapports nationaux de base et les notes par pays sont diffusés sur le site web de l'OCDE et que le manuel et les notes par pays seront publiés sous forme papier. Il explique que les conférences internationales peuvent constituer un bon moyen de diffusion, mais souligne qu'elles ne sont pas nécessairement aussi efficaces que dans d'autres domaines d'action, dans la mesure où la formation des migrants est un sujet qui comporte de nombreuses caractéristiques propres à chaque pays et où l'implication de multiples acteurs est essentielle. L'exemple des pays visités montre que les séminaires nationaux sont probablement plus efficaces pour se concentrer sur des questions clés (et propres au pays en question) et pour faire participer les acteurs concernés. Cependant, la participation de l'OCDE aux conférences lancées par d'autres organisations internationales telles que le Conseil de l'Europe est importante car c'est un moyen de diffusion alternatif moins coûteux.

29. Le Groupe est d'avis que l'objectif premier de la stratégie de communication du projet doit porter sur les séminaires nationaux dans les pays concernés et être lié au processus de mise en œuvre à l'échelle nationale. Des séminaires nationaux marquant la parution des notes par pays ont eu lieu en Norvège (juin et octobre 2009) et d'autres sont prévus en Autriche (décembre 2009) et aux Pays-Bas (début 2010). Des réunions nationales sont envisagées dans d'autres pays qui font l'objet d'une note. L'Allemagne, qui n'a pas participé au volet « examen », prévoit également une conférence de diffusion au printemps 2010 et envisage d'inviter le Secrétariat à y participer. Le TUAC suggère que le Secrétariat présente le rapport à la prochaine réunion du TUAC et éventuellement à la Conférence internationale de l'éducation en mars 2010. Le Conseil de l'Europe est également prêt à contribuer à la diffusion du rapport et invite l'OCDE à participer à sa conférence de novembre 2010 à Genève. La France laisse entendre qu'il serait également intéressant d'organiser une conférence internationale de l'OCDE, mais plusieurs délégués ainsi que le Secrétariat redoutent les coûts importants que cela entraînerait.

## **9. CONCLUSIONS**

30. Le Président fait brièvement la synthèse de la réunion et évoque les étapes suivantes de l'examen thématique de la formation des migrants :

- Les pays sont invités à transmettre par écrit leurs observations sur la version préliminaire du Manuel à l'intention des décideurs, au plus tard le 13 novembre,

- Le Secrétariat présentera les messages principaux du projet lors de la réunion du Comité EDPC des 25 et 26 novembre,
- Une version préliminaire révisée du Manuel sera diffusée sur Olis à la fin novembre et les pays seront invités à transmettre leurs derniers commentaires via le groupe de discussion électronique, d'ici le début du mois de décembre.
- Le Manuel sera publié en décembre 2009 ou en janvier 2010.

## **10. AUTRES QUESTIONS**



**ANNEX 1: LISTE DES PARTICIPANTS**

**LISTE DES PARTICIPANTS À LA TROISIÈME RÉUNION DU GROUPE D'EXPERTS  
NATIONAUX SUR L'EXAMEN THÉMATIQUE CONSACRÉ À LA FORMATION DES  
MIGRANTS**

**26/10/2009 - 27/10/2009**

**Chair**

**Mr. Jan S. LEVY**

Special Adviser  
Department of Policy Analysis, Lifelong Learning and International  
Affairs  
Norwegian Ministry of Education and Research  
Akersgaten 44  
P.O Box 8119 Dep  
0032 Oslo  
Norway  
Tel: +47 22247493  
Email: jan.levy@kd.dep.no

**Austria/Autriche**

**Ms. Andrea FRAUNDORFER**

I/3 - Migration, Intercultural Education und Language Policy  
Federal Ministry for Education, the Arts and Culture  
Minoritenplatz 5  
1014 Vienna  
Austria  
Tel: +43 1 53120-4723  
Fax: +43 1 53120 2599  
Email: andrea.fraundorfer@bmukk.gv.at

**Denmark/Danemark**

**Mr. Christian Lamhauge RASMUSSEN**

Head of Section  
Ministry of Education  
Frederiksholms Kanal 26  
DK-1220 Copenhagen K  
Tel: +45 3392 5418  
Email: clr@uvm.dk

**Finland/Finlande**

**Ms. Kirsi LINDROOS**

Counsellor  
Permanent Delegation  
6 rue de Franqueville  
75116 PARIS  
France  
Tel: +33 1 45 24 71 71  
Fax: +33 1 45 20 63 04  
Email: kirsi.lindroos@formin.fi

**Ms. Maria BISKOP**

Senior Adviser  
Ministry of Education and Research  
P.O. BOX 29  
00023 Government  
Finland  
Tel: +358-9-160 77216  
Fax: +358-9-160 77138  
Email: maria.biskop@minedu.fi

**France/France**

**Mme Elsa BENZAQUEN**

Chargée d'études à la DREIC  
Département des affaires communautaires et multilatérales  
Ministère de l'éducation nationale  
101 rue de grenelle  
75357 PARIS 07

**Mme Nadine PROST**

Chargée de mission pour l'OCDE  
Vice-présidente du comité des politiques d'éducation  
Ministère de l'Education nationale/Ministère de  
l'Enseignement supérieur et de la recherche  
Direction des relations européennes & internationales  
99 rue de Grenelle  
75007 Paris  
France  
Tel: +33 1 55 55 75 31  
Fax: +33 1 55 55 61 23  
Email: nadine.prost@education.gouv.fr

## **Germany/Allemagne**

### **Mr. Volker BAUSCH**

Desk Officer  
Staatliches Schulamt für die Stadt Frankfurt a.M.  
Stuttgarter Str. 18-24  
60329 Frankfurt a.M.  
Germany  
Tel: +49 069-389-89-129  
Fax: +49 069-389-89-188  
Email: v.bausch@f.ssa.hessen.de

### **Mr. Wolfgang SCHLUMP**

Federal Ministry of Education and Research (BMBF)  
Division 321 "Lifelong Learning"  
11055 Berlin  
Germany  
Tel: +49 30 1857 5242  
Email: wolfgang.schlump@bmbf.bund.de

## **Ireland/Irlande**

### **Ms. Breda NAUGHTON**

Principal Officer  
Integration Unit  
Department of Education and Science  
Training College Building,  
Department of Education and Science  
Marlborough St  
Dublin 1  
Ireland  
Tel: +35318892496  
Fax: +35318896596  
Email: Breda\_naughton@education.gov.ie

## **Italy/Italie**

### **Mrs. Paola COLITTI**

Commercial Attaché  
Permanent Delegation  
50, rue de Varenne  
75007 Paris  
France  
Tel: +33 1 44 39 21 66  
Fax: +33 1 42 84 08 59  
Email: paola.colitti@esteri.it

**Korea/Corée**

**Ms. Yeonhee GU**

First Secretary  
EDU  
Permanent Delegation  
4 Place de la Porte de Passy  
75016 Paris  
France  
Tel: +33 1 44 05 21 81  
Fax: +33 (1) 47 04 29 78  
Email: greensky@mest.go.kr

**Mexico/Mexique**

**Ms. Estefania ANGELES**

Policy Analyst  
Permanent Delegation of Mexico to the OECD  
8, RUE DE BERRI  
75008  
Tel: +33 1 56 59 29 15  
Fax: +33 1 45 63 03 63  
Email: eangeles@delegamexocde.org

**Netherlands/Pays-Bas**

**Mr. Hans STEGEMAN**

Senior Policy Advisor  
Directorate for international policy  
Ministry of Education, Culture and Science  
P.O. Box 16375  
IPC 5200  
2500 BJ Den Haag  
Tel: +31 70 412 4735  
Email: j.l.stegeman@minocw.nl

**Ms. Elisabeth VAN WELIE**

Director of Research Planning  
Ministry of Education, Culture and Science  
P.O. Box 16375/IPC 5200  
2500 BJ  
Netherlands  
Tel: +31 70 412 2877  
Fax: +31 70 4122143  
Email: e.a.a.m.vanwelie@minocw.nl

## **Norway/Norvège**

### **Ms. Anne-Brit UDAHL**

Senior Adviser  
Ministry of Education and Research  
P.O. Box 8119 Dep  
0032 Oslo  
Norway  
Tel: +47 22 24 76 69  
Fax: +47 22 24 27 31  
Email: abu@kd.dep.no

### **Mrs. Synne Nordmark BØRSTAD**

Advisor  
Ministry of Education and Research  
AKERSG. 44  
POSTBOKS 8119 DEP  
0032 OSLO  
Tel: +47 22247669  
Email: Synne-Nordmark.Borstad@kd.dep.no

### **Ms. Vibeke THUE**

Assistant Director  
Department for Curriculum Development  
The Norwegian Directorate for Education and Training  
Kolstadgt 1, P.O.Box 2924 Tøyen  
N-0608 Oslo  
Tel: 0047 23301303  
Fax: 0047 90528252  
Email: Vibeke.Thue@utdanningsdirektoratet.no

## **Portugal/Portugal**

### **Mr. Gabriel BASTOS**

Conseiller Technique  
Comité de l'Education  
Permanent Delegation  
10 Bis rue Edouard Fournier  
75116 Paris  
France  
Tel: +33 1 45 03 34 61  
Fax: +33 1 45 03 22 03  
Email: gabriel.bastos@ocde-portugal.com

## **Spain/Espagne**

### **Mme Isabel ALBERDI ALONSO**

Conseiller pour l'Education  
Délégation Permanente  
22, avenue Marceau  
75008 Paris  
France  
Tel: +33 1 44 43 30 43  
Fax: +33 1 44 43 30 51  
Email: isabel.alberdi@mepsyd.es

### **Mr. José Antonio BLANCO**

Technical Advisor  
Service Education  
Délégation Permanente de l'Espagne auprès de l'OCDE  
22, avenue Marceau  
75008 Paris  
France  
Tel: +33 1 44 43 30 43  
Fax: + 33 1 44 43 30 51  
Email: dl.hispania-educacion@unesco.org

## **Sweden/Suède**

### **Mrs. Inga MASSON**

Assistant  
Permanent Delegation of Sweden to the OECD  
2 rue Conseiller Collignon  
75116 Paris  
France  
Tel: +33 1 45 24 98 55  
Fax: +33 1 45 24 67 74  
Email: inga.masson@foreign.ministry.se

### **Ms. Ann-Kristin BOSTRÖM**

Director of Education  
Swedish National Agency for Education  
SE-106 20 Stockholm  
Sweden  
Tel: +46 8 527 332 00  
Fax: +46 8 24 44 20  
Email: ann-kristin.bostrom@skolverket.se

**Mr. Anders WIDHOLM**

Desk Officer  
Ministry of Education and Research  
Drottninggatan 16  
103 33 Stockholm  
Sweden  
Tel: +46 8 405 37 48  
Fax: +46 8 20 32 55  
Email: anders.widholm@education.ministry.se

**Turkey/Turquie**

**Mr. Ertan YALCIN**

First Secretary  
Permanent Delegation  
9, rue Alfred-Dehodencq  
75116 Paris  
France  
Tel: +33 1 42 88 50 02  
Fax: +33 0 1 45 27 28 24  
Email: eyalcin@mfa.gov.tr

**Mr. Meral HACIPASAOGLU**

Deputy Director General  
General Directorate of Foreign Relations  
Ministry of National Education  
Milli Egitim Bakanligi  
Ataturk Bulvari  
Bakanliklar  
06648  
Turkey  
Tel: +90 312 418 06 09  
Fax: +90 312 418 82 89  
Email: meralh@meb.gov.tr

**EC/CE**

**Mr. Gelu CALACEAN**

EAC  
European Commission  
MADO 15/028  
1049 Bruxelles  
Belgium  
Email: Gelu.Calacean@ec.europa.eu

**Trade Union Advisory Committee (TUAC)/Commission syndicale consultative (TUAC)**

**Mr. Guntars CATLAKS**

Research Co-ordinator  
Education International - EI-IE  
5 Bd du Roi Albert II  
1210 Brussels  
Belgium  
Tel: +32 2 22 40 651  
Fax: +32 2 224 06 06  
Email: Guntars.Catlaks@ei-ie.org

**Council of Europe/Conseil de l'Europe**

**Johanna PANTHIER**

Administrator  
Language Policy Division, Directorate of Education and  
Languages  
Council of Europe  
Avenue de l'Europe  
F-67075 Strasbourg  
France  
Tel: +33 388 41 23 84  
Email: johanna.panthier@coe.int

**UN Educational Scientific and Cultural Organization (UNESCO)/Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture (UNESCO)**

**Mariana KITSIONA**

Programme Assistant  
Division for the Promotion of Basic Education, Section for  
Secondary, Science, Technical and Vocational Education  
UN Educational, Scientific and Cultural Organization  
(UNESCO)  
7, place de Fontenoy  
75352 Paris  
France  
Tel: +33 1 45 68 08 65  
Fax: +33 1 45 68 56 44  
Email: m.kitsiona@unesco.org



**OECD/OCDE**

**Ms. Barbara ISCHINGER**

Director  
EDU  
OECD  
Marshall Building 3183  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris  
France  
Tel: +(33-1) 45 24 92 10  
Email: Barbara.ISCHINGER@oecd.org

*Education and Training Policy Division /  
Division des politiques d'éducation et de  
formation (ETP)*

**Mrs. Moonhee KIM**

Senior Analyst  
EDU/ETP  
OECD  
Marshall Building 4141  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris  
France  
Tel: +(33-1) 45 24 94 29  
Email: MoonHee.KIM@oecd.org

**Ms. Deborah NUSCHE**

Policy Analyst  
EDU/ETP  
OECD  
Marshall Building 4135  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris  
France  
Tel: +(33-1) 45 24 78 01  
Email: Deborah.NUSCHE@oecd.org

**Ms. Deborah ROSEVEARE**

Head of Division  
EDU/ETP  
OECD  
Marshall Building 3234  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris  
France  
Tel: +(33-1) 45 24 17 54  
Email: Deborah.ROSEVEARE@oecd.org

**Miss Claire SHEWBRIDGE**

Analyst  
EDU/ETP  
OECD  
Marshall Building 4135  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris  
France  
Tel: +(33-1) 45 24 99 63  
Email: Claire.SHEWBRIDGE@oecd.org

**Ms. Miho TAGUMA**

Analyst  
EDU/ETP  
OECD  
Marshall Building 4141  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris  
France  
Tel: +(33-1) 45 24 92 65  
Email: Miho.TAGUMA@oecd.org

**Mr. Gregory WURZBURG**

Senior Analyst  
EDU/ETP  
OECD  
Marshall Building 4151  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris  
France  
Tel: +(33-1) 45 24 92 95  
Email: Gregory.WURZBURG@oecd.org

*Center for Educational Research and  
Innovation / Centre pour la recherche et  
l'innovation dans l'enseignement  
(CERI)*

**Ms. Tracey BURNS**

Analyst  
EDU/CERI  
OECD  
Marshall Building 4189  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris  
France  
Tel: +(33-1) 45 24 14 75  
Email: Tracey.BURNS@oecd.org

*International Migration Division /  
Division de l'immigration internationale  
(IMD)*

**Mr. Georges LEMAITRE**

Principal Administrator (International Migration)  
ELS/IMD  
OECD  
Annexe Monaco 419  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris  
France  
Tel: +(33-1) 45 24 91 63  
Email: Georges.LEMAITRE@oecd.org

*Project Assistant / Assistante du projet*

**Ms. Kelly MAKOWIECKI**

Assistant  
EDU/ETP  
OECD  
Marshall Building 4113  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris  
France  
Tel: +(33-1) 45 24 80 71  
Email: Kelly.MAKOWIECKI@oecd.org